

CGT : ouverture ou paralysie

"L'Europe fait éclater les cadres étroits, rétrécis..."
La voix de M. Demons, secrétaire de la CGT, résonne dans les salles du Novotel. Les journées d'études de l'UGICT-CGT sur l'Europe s'ouvrent par cette phrase qui annonce l'évolution de beaucoup de militants de la CGT. Mais cette évolution, se heurte à la crispation d'une partie de l'appareil : à la voix de M. Demons répond l'inquiétude des militants refusant ce que l'Europe nous amène : plan acier, fermeture de Billancourt, menaces sur les comités d'entreprises... *"Citez-nous deux exemples de points positifs, seulement deux, venant de la CEE"*, demande un militant de Billancourt dans la salle. Répondant à une position largement partagée chez les cadres intermédiaires, A. Obadia appelle à *"un sursaut de notre industrie"* face à l'Europe dominée par l'Allemagne. Et même si L. Viannet, dans sa conclusion, appelle à la convergence des luttes, que ce soit celle des infirmières ou pour les salaires, le compte rendu de *l'Humanité* du lendemain ne mentionnera pas le thème des 35 heures, alors que la C.E.S. (Confédération Européenne des Syndicats) vient de lancer des luttes-phares sur ce thème.

Encore un rendez-vous manqué, encore un écart qui se creuse entre la CGT et le monde du travail. D'où viennent cet isolement, cette paralysie ?

Grands conflits et remises en cause fondamentales se succèdent depuis des mois. Chez les fonctionnaires, la grille explose, malgré l'opposition conjointe de FO et de la CGT. La retraite à 60 ans va peut-être redevenir un droit exceptionnel. Et les syndicats ? La direction de la CFDT devance les vues du patronat et du gouvernement. FO navigue à vue, tiraillée entre le refus et l'acceptation. Mais la CGT apparaît incapable de mobiliser, ou au moins d'aider à la mobilisation, de rejoindre une disponibilité populaire à réagir, comme elle avait encore su le faire en 1987 pour la Sécurité Sociale.

Sans doute l'état d'esprit général des responsables intermédiaires y est-il pour beaucoup. Un certain refus des évolutions de la société a conduit à un mur d'incompréhension : tout est mauvais ; les autres syndicats, c'est la droite ; l'Europe, c'est la "casse" organisée. La marginalisation, pas seulement celle des équipes de permanents mais aussi la marginalisation intellectuelle, augmente.

Parallèlement, apparaît un blocage entre deux lignes, deux façons d'aborder les problèmes.

D'un côté, Henri Krasucki : marquer les convergences plutôt que les divergences. J.-C. Leduigou, secrétaire de la fédération des Finances, explique ainsi les caractéristiques des dernières luttes : *"une aspiration à l'unité qui devient un enjeu essentiel, non seulement parce que c'est une condition pour gagner, mais parce qu'elle traduit le besoin d'une nouvelle unification des forces sociales"*. La grève des Impôts menée par une intersyndicale sans faille, la grève générale en Corse, les propositions d'action commune avec FO, le soutien large avec la grève de Peugeot comme la rencontre avec les initiateurs de l'appel "Solidarité avec Peugeot", toutes ces initiatives montrent la volonté d'une ouverture, répondant souvent à une réalité sur le terrain. La question qui se pose pour ce courant est alors de savoir dans quelle mesure, pour préserver l'unité, il faudrait préserver le gouvernement et limiter la généralisation des luttes ?

De l'autre côté, le tandem Viannet-Warcholack. M-F Verhille, fédération de la Santé : *"les orientations fédérales insistant sur les antagonismes de classe (et) sur nos positions de lutte de classe, fondent les convergences avec le PCF et sont positives pour la lutte, la bataille idéologique, l'audience de la CGT (et) le renforcement..."* Ainsi, plus la CGT sera assimilée au PCF, plus elle paraîtra forte, homogène, sans concession face au gouvernement. Son intérêt est alors d'avoir un PCF correspondant politique le plus fort possible, c'est le sens de l'appel au vote Lajoinie, ou bien des récentes contributions de fédérations à la souscription pour l'Humanité. La défense conjointe du SMIC à 6 500 F par le PCF et la CGT, avec texte de loi à l'appui, doit marquer aux yeux de tous cette identité commune, ce qui amène à plaquer cette revendication sur des mouvements pour les salaires ou pour les 1 500 F.

Que reste-t-il alors de l'unité syndicale ? P. Huet, U.D. du Morbihan : *"les autres organisations syndicales font parfaitement le jeu du pouvoir et du patronat ; et quand, par notre action, nous les amenons à entrer dans la lutte, leur objectif est bien de négocier la casse et le recul social"*. Disparaissent alors les contradictions des autres syndicats. Les divergences internes sont qualifiées de "double lan-

gage". Là encore, la poussée contre le gouvernement doit être limitée, du fait que le seul débouché politique posé inmanquablement par des luttes déstabilisant le gouvernement serait un gouvernement du PS et du PCF. "à gauche", ce que celui-ci refuse.

SE RETROUVER ENSEMBLE

A propos du comité de coordination pour l'action syndicale en Europe proposé par la CFDT : "Lorsqu'on jette un regard sur tout l'actif du syndicalisme dans les entreprises et dans certaines structures, un constat s'impose. Il y a moins d'écart qu'il n'y paraît entre les syndicats d'entreprise quels qu'ils soient, qui - dans les trois quarts des cas - se retrouvent ensemble, ou parallèlement, pour agir et faire avancer leurs revendications définies avec les salariés... Alors, les perspectives offertes aux salariés de notre pays résident-elles d'abord dans une coordination qui - vu qu'elle élimine la première organisation syndicale de ce pays - ne fera qu'ajouter une nouvelle interrogation aux interpellations dont nous sommes tous l'objet ... Le comité national d'unité d'action, axe du 40^e Congrès de la CGT de Grenoble, est toujours d'actualité". André Deluchat, Bulletin S.Y.N. n° 2, pour écrire APSA - BP 116 - 75852 Paris Cedex 18

Deux lignes, mais en toile de fond la crise des pays de l'Est. "*Les douloureux évènements de Roumanie*", comme le dit L. Viannet qui devrait plutôt parler d'une formidable mobilisation contre une situation antérieure dramatique. La première dimension en est la crise de légitimité de la direction PC. Mais les questions de fond viennent vite, comme le montre M. Dumas de la fédération des PTT : "*Dans ce qui pèse actuellement sur le collectif militant, il y a bien sûr la chute brutale d'une certaine forme de modèle, mais aussi un regard nouveau plus critique porté sur sa propre organisation, ses pratiques, son fonctionnement*". Sans doute manque-t-il une partie de l'interrogation portant sur le rôle du parti dans la société et son rapport aux organisations de masse, sans inféodation mais avec respect mutuel. L'appel de Rennes, dénonçant la main-mise du PCF sur la CGT, appelle ce débat. Mais au-delà, pour quel projet nous battons-nous ? La CGT a toujours revendiqué la dimension socialiste de son combat. Cette identité est fortement malmenée aujourd'hui, entre l'absence de projet original du côté du PCF et la perte de référence des pays de l'Est. De fait, la CGT

apparaît orpheline d'un tel débat, et le bulletin S.Y.N. (voir encadré) nous dit : "*En tout état de cause, on doit rejeter l'alternative où beaucoup ont voulu nous enfermer depuis 1945 : ou le capitalisme sauvage ou la dictature bureaucratique*".

Dans le hall de la confédération à Montreuil, les fédés et U.D. affichent leurs scores. Peu dépassent les 100 % en adhérents par rapport à l'année précédente, même si cette année, la fédé des métaux compense par un 105 % de 1989 / 1988 ses 90 % de 1988 / 1987. La chute de syndicalisation semble ralentie, par effet des luttes sans doute. Mais nombreuses sont les équipes syndicales désorientées par l'absence de ligne confédérale claire, en désaccord avec certaines initiatives ou même simplement démoralisées par ce qui se passe à l'Est. L'appareil semble fonctionner à vide, loin au-dessus. Combien de permanents de Montreuil se déplacent dans les entreprises et cherchent vraiment à comprendre ce qui s'y passe ? Et pourquoi alors les syndicats de base doivent-ils se priver d'une part importante des cotisations pour cet appareil extra-terrestre ?

Le caractère particulier du débat interne à la CGT et les multiples références à l'histoire et aux évolutions du mouvement communiste international ne doivent pas nous amener à éluder les questions débattues, finalement pas si spécifiques.

1/ Un des facteurs de crise du syndicalisme français est son éclatement, unique en Europe face aux TUC, à la DGB, ou même par rapport à l'unité Commissions ouvrières-UGT en Espagne. Pour obtenir sa reconnaissance, aussi bien de la part des autorités de la CEE que de la part des autres syndicats européens, la CGT mène bataille pour obtenir son adhésion à la CES. Mais peut-on s'adresser à l'ensemble des syndicats européens et, par exemple, proposer une démarche commune pour l'annulation de la dette du tiers-monde, sans s'adresser aussi d'une certaine façon aux autres syndicats français, par ailleurs membres de la CES ? Le débat entre Krasucki et Viannet, comme les luttes récentes menées en commun avec d'autres, montrent qu'une partie des militants de la CGT est prête à s'ouvrir sur l'extérieur. Reste à découvrir le moyen pour dépasser les blocages actuels. Laisser seule la FEN sur le terrain de cette recomposition syndicale nécessaire reviendrait à travailler sans (ou contre ?) la CGT et ses militants.

2/ L'Europe ? Faut-il la refuser, comme un cadre encore plus lointain décidant de notre avenir, ou bien donner un sens internationaliste à notre syndi-

LA CGT EST EN DANGER !

"L'indépendance, la démocratie et la crédibilité de la CGT sont très gravement mises en cause par la direction confédérale. Sous couvert de combattre l'anticommunisme, elle voudrait que les militants et les adhérents de la CGT soutiennent la direction du PCF. C'est inacceptable !

La CGT doit au contraire traduire l'aspiration de travailleurs qui veulent prendre leurs affaires en main, aspiration qui s'exprime aussi bien dans les luttes ici, que dans les mouvements des pays de l'Est.

La CGT doit être solidaire de la lutte des peuples de l'Est de l'Europe, rejeter avec eux les régimes totalitaires et en tirer les conséquences pour son fonctionnement ...".

Appel publié par des syndicalistes de Rennes, demandant sa publication dans la V.O. et qu'un large débat soit organisé.

NOTRE SYNDICAT CGT ET LES BOULEVERSEMENTS EN EUROPE DE L'EST

"Ce qui a été condamné en Europe de l'Est, c'est :

- l'inféodation des syndicats officiels au Parti unique et "dirigeant" de la société,
- c'est la transformation des syndicats en organes de transmission des directives venues d'en "Haut",
- c'est la confusion entre Parti, Etat et Syndicat,
- c'est la bureaucratie comblée d'avantages et de privilèges au nom des positions acquises dans l'appareil syndical officiel..."

Le syndicat CGT de FNAC-Etoile se félicite de cette évolution et y voit la confirmation du bien-fondé de son attitude lors des événements de Pologne en 1981".

calisme "étroit et rétréci" ? Les pratiques syndicales en France ont encore beaucoup à imaginer sur ce terrain.

3/ La crise des pays de l'Est, c'est aussi la crise du modèle centralisé, avec une direction unique et uniforme. Les périphéries n'auraient-elles pas autant d'importance que le centre du syndicat ? Et comment bâtir un système démocratique où le pluralisme s'exprime, sans que l'autre soit considéré comme l'ennemi infiltré qui se démasquera à la première occasion ?

4/ Comment aller vers un syndicat de masse ? Beaucoup de syndicats, y compris la CGT, se tournent vers le syndicalisme de service pour raccrocher des adhérents. En opposition avec la tradition française (où les "services" sont du domaine du CE, lieu unitaire), cette méthode n'a pas encore fait ses preuves. Pour combler la coupure entre les syndicats et le monde du travail, il faudrait surtout que les travailleurs n'aient plus l'impression de logiques et de stratégies syndicales extérieures et incontournables. Il faudrait aussi remettre en question la pratique dans bien des domaines : prises de décisions, finances, présentation et schématisation des idées, ...

5/ Quelle généralisation des luttes ? Comment garder néanmoins le contrôle des luttes par ceux qui les animent, donnée essentielle de notre pério-

de ? Et quel débouché politique faut-il donner afin d'aider à cette extension des luttes et ne pas se heurter à l'échec ?

Ces débats ne doivent-ils pas être ceux du mouvement syndical dans son ensemble ? Une des premières évolutions actuelles est la découverte par beaucoup de militants que la réponse à ces questions ne viendra pas seulement d'un débat interne, ni de l'évolution d'un seul parti. La CGT est un syndicat ancré dans les entreprises et les localités. Notre capacité à sortir des débats internes et à ouvrir la discussion la plus large dans ces lieux sera décisive pour donner une réponse collective à ces questions. L'indépendance syndicale, un des nœuds du problème CGT, pourra alors devenir une réalité.

Louis-Marie Barnier

"Je propose que la CGT, historiquement héritière et continuateur du 1^{er} mai, issue en 1889 du syndicalisme révolutionnaire, prenne l'initiative de le célébrer dans le respect de son contenu de classe, de ses traditions de lutte pour le progrès social, la liberté, la paix, le désarmement en ouvrant largement à tous les syndicalistes d'Europe et d'ailleurs, l'invitation à y participer".
Georges Séguy, Le Peuple, n° 1301.